CAT-015
2023-05-04
F. Fortin-Lauzier

Étude des crédits

2023
2024

Demandes de renseignements généraux des oppositions

Avril 2023

DEMANDES 1 À 70

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation

Québec

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
1.	**Voyages hors QC**	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 : a) les endroits et dates de départ et de retour ; b) la copie des programmes et rapports de mission ; c) les personnes rencontrées ; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage; g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
2.	**Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets**	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc..
3.	**Publicité, articles promotionnels et commandites**	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
4.	**Conférences de presse, événements**	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
5.	**Formation en communication**	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
6.	**Contrats**	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.
7.	**Appels d'offres publics**	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
8.	**Consultants externes**	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 : a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
9.	**Développements informatiques**	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.
10.	**Hébergement des données**	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année : b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
11.	**Dépenses diverses**	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec
12.	**Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques**	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
13. a)	**Minorités visibles 35 ans et +**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
13. b)	**Minorités visibles - de 35 ans**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
13. c)	**Jours de maladie**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
13. d)	**Réserve de maladie**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
13. e)	**Heures supplémentaires**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
13. f)	**Jours de vacances**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
13. g)	**Réserve de jours de vacances**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
13. h)	**Personnel double rémunération**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
13. i)	**Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
13. j)	**Effectifs complexité**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
13. k)	**Effectifs traitement supérieur**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
13. l)	**Effectifs 5 prochains exercices**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
13. m)	**Nombre employés permanents et temporaires**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre d'employés permanents et temporaires;
13. n)	**Départs volontaires**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
13. o)	**Postes abolis par ministère**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
13. p)	**Effectif autorisé Loi 15**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
13.q)	**Postes vacants**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
14. a)	**Départ à la retraite**	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
14. b)	**Remplacement selon PGRH**	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
14. c)	**Retraités à contrat**	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
15.	**Baux SQI**	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
16.	**Actifs immobiliers excédentaires**	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
17.	**Aménagement**	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
18.	**Membres du Cabinet**	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant;

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
19.	**Budget discrétionnaire**	Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
20.	**Personnel hors structure**	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2023-2024.
21.	**Personnel en disponibilité**	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2023-2024.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
22.	**Occasionnels mis à pied**	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2023-2024.
23.	**Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs**	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
24.	**Abonnements**	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.
25.	**Billets de saison, loges, club privé**	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
26.	**Sites Internet**	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web;

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site.
27.	**Visites ministérielles et sous ministérielles**	Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
28.	**Adjoints parlementaires**	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.
29.	**Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies**	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
30.	**Crédits périmés et gel de crédits**	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
31.	**Revenus autonomes et tarification**	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.
32.	**Plan de réduction**	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
33.	**Transferts du gouvernement fédéral**	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
34.	**Primes au rendement et bonis - SCT**	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
35.	**Primes au rendement et bonis - Cabinet**	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
36.	**Primes de départ, allocation de transition**	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
37.	**Augmentation de salaire**	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
38.	**Reconduction des programmes existants**	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
39.	**Initiative ou majoration programmes existants**	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
40.	**Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques**	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c)le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
41.	**Taux d'absentéisme**	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
42.	**Cotisation à des associations**	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
43.	**Sondages**	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts.
44.	**Dépenses publicitaires – médias communautaires et Internet**	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
45.	**Compensation Émissions de gaz à effet de serre**	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
46.	**Transfert d'emplois gouvernementaux en région**	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
47.	**Plan d'action Personnes handicapées 2021-2024**	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;
48.	**Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020**	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable.
49.	**Occupation et vitalité des territoires 2018-2022**	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.
50.	**Rapport CSDEPJ**	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
51.	**Mesures de télétravail/ travail à distance**	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
52.	**Remboursement matériel télétravail**	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
53.	**Soutien employés santé mentale**	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
54.	**Contrats McKinsey**	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.
55.	**Contrats – firmes consultation**	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.
56.	**Rémunération des stages**	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages : a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée
57.	**Contrat conclu de gré à gré Proportion et nombre**	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
58.	**Contrats – firmes consultation**	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.
59.	**Dépenses supplémentaires COVID-19**	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entrainées par la pandémie de Covid-19.
60.	**Dépenses implantation nouveau régime de dotation**	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.
61.	**Amendes perçues 5 dernières années**	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
62.	**Contrats sous-traitance**	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
63.	**Services tarifés**	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
64.	**Actifs possédés meubles et immeubles**	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
65.	**Coûts de système**	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
66.	**Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats**	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
67.	**Demandes d'accès à l'information**	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article; c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
68.	**Salaires versés sans fonction ou tâche assignée**	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
69.	**Comités formés par le Conseil exécutif et les MO**	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
70. NR 56	**Plan de protection du territoire face aux inondations**	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PQ-16l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17
NR7	PLQ-28 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse à la question 13o
NR8	PLQ-29 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR9	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR10	PLQ-52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la question 37
NR11	PLQ-70	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR12	PLQ-71	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR13	PLQ-72	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	QS-1	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR15	QS-2	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Répondue par la réponse à la question 13q
NR16	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	QS-13	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 53
NR18	QS-16	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15
NR19	QS-25	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 38
NR20	QS-26	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR21	PQ-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6

NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PQ-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PQ-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR27	PLQ-64a	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR28	PLQ-64b	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR29	PLQ-64c	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR30	PLQ-64d	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR31	PLQ-64f	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR32	PLQ-64g	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Famille
NR33	PLQ-64i	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR34	PLQ-64j	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR35	PLQ-64k	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR36	PLQ-64m	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR37	PLQ-64n	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-64o	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR39	PLQ-64p	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR42	PLQ-64s	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux».	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR43	PLQ-64t	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-64u	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR45	PLQ-64v	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR48	PLQ-64y	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-64z	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR52	PLQ-64cc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR53	PLQ-64dd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	Répondue par le ministère des l'Éducation
NR54	PLQ-64ee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR55	PLQ-64ff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NR57	PLQ-64hh	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR61	PLQ-64ll	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR78	PLQ-64ddd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR80	PLQ-64fff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec"
NR81	QS-5	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes
NR82	QS-6	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice
NR86	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR87	PQ-45	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR88	PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR89	PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR90	PQ-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR91	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PLQ-15s	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PLQ-18	Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR94	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR95	PLQ-54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR100	PLQ-65	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR101	PLQ-66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage; g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

Liens Internet :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/aout/frais_deplacement_hors_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/novembre/frais_deplacement_hors_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/decembre/frais_deplacement_hors_Quebec_ministres_emploi_superieur.pdf

En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question des renseignements généraux n° 45 des oppositions.

Les sous-questions suivantes ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits :
c) les personnes rencontrées;
f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbones visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 2	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc..

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

Liens Internet :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/aout/frais_deplacement_Quebec_ministres_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/novembre/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/decembre/frais_deplacement_Quebec_ministres_emploi_superieur.pdf

La sous-question suivante ne semble pas pertinente à l'étude des crédits :
d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc..

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24).

Liens Internet :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/aout/renseignements_contrats_publicite_promotion.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/novembre/renseignements_contrats_publicite_promotion.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/decembre/renseignements_contrats_publicite_promotion.pdf

Placements publicitaires	Périodes de diffusion
Campagne « Mon empreinte bleue »	Mai et juin 2022
Lancement de la période de mise en candidatures pour le Mérite municipal [1]	Mai et juin 2022
Vote pour le Coup de cœur du Mérite municipal	Octobre et novembre 2022
Annonce des lauréates et des lauréats du Mérite municipal	Novembre et décembre 2022

(1) La cérémonie du Mérite municipal s'est tenue le 21 novembre 2022.

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère : https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/. Pour les contrats 25 000 $ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Les données sont présentées en date du 28 février 2023.

Coût de l'événement : 9 287,95 $
But visé : Dévoilement de la Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire
Lieu : Saguenay
Fournisseurs : MTESS (production vidéo), CISION (diffusion d'un communiqué et d'invitations aux médias), Groupe Transit Musique Inc. (location d'équipement), Marc André Couture (photographe), LSM (location du lutrin), Parc Mille lieux de la Chicoutimi (Zone portuaire de Chicoutimi) (location de salle), Services linguistiques Véronique Boily (révision linguistique), Imprimerie sociale (impression de panneaux de lutrin)

Coût de l'événement : 23 359,01 $
But visé : Cérémonie de remise des prix du Mérite municipal 2022
Lieu : Québec
Fournisseurs : Le Séminaire de Québec (location de salle), Le Vaisselier de la Capitale (location de vaisselle), Société des alcools du Québec (alcool servi aux invités pendant le repas), Domaine de l'Oie Toquée (repas servi aux invités), François Rioux (musique en direct pendant le repas), Les Productions Archy's inc. (animation de la soirée clé en main), Épicerie Roset Inc. (compléments au repas des invités), Solotech inc. (location d'équipement), Paillard (repas du personnel pendant l'événement), Imprimerie sociale (impression des numéros de table et de l'habillage de lutrin), Bandcamp Millimetrik (musique d'ambiance pendant la remise de prix), Pontbriand (trophées et plaques)

Coût de l'événement : 1 650,77 $
But visé : Annonce d'un partenariat entre le gouvernement du Québec et trois partenaires, soit le Fonds de solidarité FTQ, le Mouvement Desjardins et Fondaction, pour la création de nouveaux logements abordables et sociaux
Lieu : Québec
Fournisseurs : CISION (diffusion d'un communiqué et d'invitations aux médias), MTESS (logistique), Services linguistiques Véronique Boily (révision linguistique), Imprimerie sociale (impression des panneaux de lutrin)

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Coût de l'événement : 254,70 $
But visé : Annonce d'une aide financière octroyée à la Société de promotion économique de Rimouski pour le projet Novarium - Campus d'innovation du St-Laurent dans le cadre du volet 1 du Fonds régions et ruralité
Lieu : Rimouski
Fournisseurs : CISION (diffusion d'un communiqué et d'invitations aux médias)

Coût de l'événement : 755,50 $
But visé : Bilan des actions gouvernementales déployées pour la métropole
Lieu : Montréal
Fournisseur : Société du Château Dufresne (location de salle)

Coût de l'événement : 884,70 $
But visé : Annonce de l'entente conclue avec la MRC de Minganie dans le cadre du volet 3 du Fonds régions et ruralité
Lieu : Havre-Saint-Pierre
Fournisseurs : Port de Havre-Saint-Pierre (location de salle), Sonorisation Roger Cormier (location d'équipement), CISION (diffusion d'un communiqué et d'invitations aux médias)

Les sous-questions suivantes ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question :
c), g), n) : le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.
d), h), o) : si l'événement s'est tenu virtuellement.
j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 5	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23).

Liens internet :
https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/novembre/frais_activites_formation_colloques_congres_avril_juin_2022-2023.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/novembre/frais_activites_formation_colloques_congres.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/decembre/frais_activites_formation_colloques_congres.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/aout/renseignements_contrats_formation.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/novembre/renseignements_contrats_formation.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/decembre/renseignements_contrats_formation.pdf

Les sous-questions suivantes ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits :
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

Les sous-questions suivantes sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question :
- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût du contrat	Mode d'octroi
3979270 Canada inc.	Effectuer des travaux de peinture dans les bureaux de la Direction régionale de Laval-Laurentides.	1 590,00 $	Gré à gré
9150-4902 Québec inc. (Éric Montigny)	Obtenir des services d'expert en science politique afin de produire une expertise indépendante en lien avec la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.	24 500,00 $	Gré à gré
Accent Formation	Dispenser une formation portant sur la simplification de ses écrits pour augmenter l'efficacité des rédactions.	3 195,00 $	Gré à gré
Acti-com inc.	Dispenser, aux employés du Ministère, des formations portant sur la rédaction stratégique.	11 500,00 $	Gré à gré
Albert, Mario	Fournir des services en tant que membre externe du comité d'audit sur la gestion des risques, la gouvernance, la conformité des opérations et autres.	9 600,00 $	Gré à gré
Amazon	Offrir des services infonuagiques, notamment de l'infrastructure en tant que service.	5 000,00 $	Gré à gré
Anglocom inc.	Exécuter sur demande de la traduction pour le Ministère.	22 000,00 $	Gré à gré
Aubin, Jonathan	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique.	15 000,00 $	Gré à gré
BDO Canada	Procéder à une évaluation externe de la qualité des activités de la Direction de l'audit interne, de la vérification et de l'évaluation des programmes.	19 900,00 $	Gré à gré

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Beaudoin relations publiques	Dispenser une formation portant sur la prise de la parole en public.	4 215,00 $	Gré à gré
Bergeron, Michel	Fournir des services à titre de membre indépendant et président du comité de sélection des personnes aptes à exercer la fonction d'arbitre de différends.	5 500,00 $	Gré à gré
Bilodeau, Pier-Luc	Fournir des services à titre de membre indépendant et président du comité de sélection des personnes aptes à être membres d'un conseil de règlement des différends.	13 000,00 $	Gré à gré
Bourget, Nicole	Fournir des services en tant que membre externe du comité d'audit sur la gestion des risques, la gouvernance, la conformité des opérations et autres.	9 600,00 $	Gré à gré
Blais, Pierre	Réaliser une veille stratégique portant sur les systèmes de planification états-uniens dans les domaines de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.	24 500,00 $	Gré à gré
Body Gym Équipement inc.	Fournir des services d'entretien et de réparation des équipements du centre de conditionnement physique du Ministère.	4 500,00 $	Gré à gré
Christine Paré communication inc.	Exécuter sur demande des tâches de rédaction et de révision linguistique.	13 000,00 $	Gré à gré
Christine Paré communication inc.	Exécuter des tâches de rédaction pour le bilan 2021-2022 du Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour protéger nos milieux de vie.	6 842,50 $	Gré à gré
Comité de bassin de la rivière Chaudière (Cobaric)	Rédiger un document de vulgarisation scientifique et de soutien au bureau de projets de la rivière Chaudière dans le traitement des données.	21 476,25 $	Gré à gré
Communication visuelle Graphissimo	Exécuter sur demande des tâches de production de documents PDF respectant les normes d'accessibilité.	24 000,00 $	Gré à gré
Diplomate, services linguistiques, La	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique et de traduction.	15 000,00 $	Gré à gré

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Domaine de L'Oie Toquée	Offrir un service de traiteur lors de la cérémonie du Mérite municipal 2022.	9 950,00 $	Gré à gré
Énergie-Cardio	Offrir une plateforme virtuelle proposant une variété de cours de groupe en direct ou d'entraînements.	3 897,00 $	Gré à gré
ÉTS Formation	Dispenser une formation portant sur le pouvoir d'influence et la négociation.	22 265,00 $	Gré à gré
Groupe Cyberswat inc.	Réaliser un audit de sécurité et une analyse de risque en sécurité de l'information.	24 995,00 $	Appel d'offres sur invitation
Groupe Magnitude	Effectuer l'impression des documents pour l'étude des crédits 2022-2023.	3 642,00 $	Gré à gré
Imprimerie Sociale (1994) inc.	Effectuer sur demande l'impression de divers documents pour le Ministère.	24 000,00 $	Gré à gré
LeBel, Maïsa	Réaliser de nouvelles illustrations techniques et apporter des modifications dans le contexte de la révision visuelle du Manuel d'évaluation foncière du Québec.	7 000,00 $	Gré à gré
Lévesque, Suzanne	Fournir des services à titre de membre indépendant du comité de sélection des personnes aptes à exercer la fonction d'arbitre de différends.	5 500,00 $	Gré à gré
Lévesque, Suzanne	Fournir des services à titre de membre indépendant du comité de sélection des personnes aptes à être membres d'un conseil de règlement des différends.	13 000,00 $	Gré à gré
Marketing Face à Face inc.	Dispenser une formation portant sur le réseautage d'affaires.	1 950,00 $	Gré à gré
Marquis imprimeur inc.	Effectuer l'impression d'exemplaires du recueil du 100e anniversaire du Ministère.	8 698,20 $	Gré à gré

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Normand C. Gauthier inc.	Fournir des services à titre de membre indépendant du comité de sélection des personnes aptes à exercer la fonction d'arbitre de différends.	5 500,00 $	Gré à gré
Normand C. Gauthier inc.	Fournir des services à titre de membre indépendant du comité de sélection des personnes aptes à être membres d'un conseil de règlement des différends.	13 000,00 $	Gré à gré
Point virgule	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique et de traduction.	15 000,00 $	Gré à gré
Pontbriand	Effectuer la production des trophées et des plaques commémoratives du Mérite municipal 2022.	7 255,00 $	Gré à gré
Productions Archy's inc., Les	Animer la cérémonie du Mérite municipal 2022.	2 500,00 $	Gré à gré
Productions Cina inc., Les	Procéder à la création d'une série de vidéos présentant les gagnants des prix du Mérite municipal 2022.	8 000,00 $	Gré à gré
Productions Go	Produire une vidéo présentant les vœux des Fêtes du ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal.	3 661,20 $	Gré à gré
Rédaction MF	Exécuter sur demande des tâches de rédaction et de révision linguistique.	9 000,00 $	Gré à gré
Remco Software Ltd	Offrir un outil afin d'effectuer la réalisation d'essais unitaires automatisés.	7 500,00 $	Gré à gré
Services langagiers MGT	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique.	15 000,00 $	Gré à gré
Services linguistiques Véronique Boily	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique.	15 000,00 $	Gré à gré

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Simard, Patrick	Procéder à la récupération de mobilier désuet.	16 000,00 $	Gré à gré
Sogémap inc.	Réaliser les étapes préliminaires d'un rapport d'évaluation portant sur l'Entente concernant la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois en matière de logement au Nunavik 2016-2017 et 2017-2022.	17 500,00 $	Gré à gré
Traducteurs Unis, Les	Exécuter sur demande des tâches de traduction.	22 000,00 $	Gré à gré
Triomphe Marketing 360	Développer le concept et effectuer la mise en page du document de consultation des nouvelles orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT).	24 680,00 $	Gré à gré
Viséo Solutions en Management inc.	Offrir aux gestionnaires du Ministère un atelier-conférence portant sur l'attraction, la mobilisation et la fidélisation des employés.	4 800,00 $	Gré à gré

Données présentées en date du 28 février 2023.

Les sous-questions suivantes ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question :

b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
d) la date d'octroi du contrat;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions;

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 7	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix ; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 8	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère : https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 9	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 $ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca.

Les sous-questions suivantes ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits :

c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou [...]

m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023 : Aucune pénalité n'a été appliquée dans la gestion de projets de développement informatique ou de modernisation de systèmes informatiques.

Note :
Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=77878.pdf)

Données présentées en date du 28 février 2023.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 10	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année : b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.

b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données : 42 232,92$ en 2022-2023.

c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité : Aucun.

d) les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique.

Les sous-questions a) et e) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

Données présentées en date du 28 février 2023.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Type de dépenses	Total 2022-2023
Photocopie	9 223,77 $
Mobilier de bureau et ameublement	12 498,43 $
Décoration et embellissement	0 $
Distributeur d'eau de source	0 $
Remboursement des frais de transport, des frais d'hébergement et de repas	94 616,84 $
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 $
Participation à des congrès, des colloques et des sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
- au Québec	10 096,46 $
- à l'extérieur du Québec	0 $

L'information concernant les frais de déplacement et le coût du véhicule de fonction des ministres en lien avec le *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* est divulguée sur le site internet du Ministère (art. 4, paragraphe 16 à 19) à l'adresse suivante : https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Données présentées en date du 28 février 2023.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 12	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) les coûts d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Types de dépense reliée à la téléphonie	**Coûts 2022-2023**
b) le coût des frais d'itinérance	940,58 $
c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données	0,00 $
d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu	0,00 $

Les sous-questions e), i) et j) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

Lien Internet : https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/.

Données présentées en date du 28 février 2023.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 13	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 13	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

h) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 13	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

m) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Le MAMH n'a aboli au net aucun poste en 2022-2023.

p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

q) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Au 28 février 2023, environ une soixantaine de postes sont en processus de comblement.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 14	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : en 2022-2023, le remplacement des départs à la retraite n'a pas été soumis à une cible de remplacement fixée par le Conseil du trésor.

c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 18.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 15	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation; h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27). https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/contrats-et-engagements-financiers/

Toutes les ententes d'occupation sont signées avec la SQI. Celle-ci est responsable des travaux effectués au Ministère le cas échéant.

Lieu	Description des travaux réalisés	Coûts au 28 février 2023
Québec	Installation de fonds de clouage pour téléviseurs, ragréage, peinture des murs et ajout de prises électriques	5 884,61 $
	Améliorations locatives et réaménagement d'espaces de bureau sur divers étages	199 330,49 $
	Sous-total - Québec	**205 215,10 $**
Régions	Installation fonds de clouage pour téléviseurs, ragréage et peinture des murs	11 093,67 $
	Ajout d'une boîte électrique pour alimenter les postes de travail à Saguenay	18 006,19 $
	Travaux divers	941,92 $
	Sous-total - Régions	**30 041,78 $**
Montréal	Ajout de contrôleurs de carte d'accès dans les cages d'escalier menant au 9e étage	10 344,73 $
	Réaménagement d'espaces de bureau et signalisation	7 973,82 $
	Sous-total - Montréal	**18 318,55 $**
	Grand Total	**253 575,43 $**

Les questions h), i), j) et k) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant: a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

La sous-question a) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Lieu	**Description des travaux réalisés**	**Coûts au 28 février 2023**
Québec	Travaux d'entretien - Amélioration locative 4e étage, aile Chauveau, secteur 100 – Travaux confiés à la Société québécoise des infrastructures (SQI)	63 447,64 $
Montréal	Ajout de contrôleurs de carte d'accès dans les cages d'escalier menant au 9e étage – Travaux confiés à la SQI	10 344,73 $
	Total	**73 792,37 $**

Note : L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Les sous-questions a) et e) à l) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Cabinet de la ministre Andrée Laforest – 2023-02-28

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Jonathan Lapierre	Directeur de cabinet	Îles-de-la-Madeleine
Michaël Gagnon	Conseiller politique	Chicoutimi (Comté)
Martine Girard	Conseillère politique	Chicoutimi (Comté)
Alexandre Lambert	Conseiller politique	Montréal
Charlie-Laurence Simard	Conseillère politique	Québec
Anis Telmat	Conseiller politique	Montréal
Stéphane Bégin	Attaché politique	Chicoutimi (Comté)
Léonie Bernard-Abel	Attachée politique	Québec
Dominique Girard	Attachée politique	Chicoutimi (Comté)
Carole Tremblay	Attachée politique	Québec
Line Aubé	Employée de soutien	Chicoutimi (Comté)

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache	Date de fin d'emploi
Catherine Émond	Directrice de cabinet	Montréal	2022-11-11

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet de la ministre Andrée Laforest – 2022-10-19

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Francis Côté	Directeur de cabinet	Montréal
Mathieu Noël	Directeur adjoint	Montréal
Alexandre Lambert	Conseiller politique	Montréal
Michaël Gagnon	Conseiller politique	Chicoutimi (Comté)
Bénédicte Trottier Lavoie	Attachée politique	Québec
Martine Girard	Attachée politique	Chicoutimi (Comté)
Danièle Pelletier	Attachée politique	Québec
Charlie-Laurence Simard	Attachée politique	Québec
Mélissa Drolet	Attachée politique	Québec
Dominique Girard	Attachée politique	Chicoutimi (Comté)
Line Aubé	Employée de soutien	Chicoutimi (Comté)

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet de la ministre France-Élaine Duranceau – 2023-02-28

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Simon Therrien-Denis	Directeur de cabinet	Québec
Marie Barrette	Conseillère politique	Québec
Stéphanie Couture	Conseillère politique	Montréal
Thierry Fournier	Conseiller politique	Montréal
Marianne Laliberté	Conseillère politique	Sainte-Agathe-des-Monts (Comté)
Hugo Paquette	Conseiller politique	Sainte-Agathe-des-Monts (Comté)
Philippe Couture	Attaché politique	Québec
Lyne Lapointe	Attachée politique	Sainte-Agathe-des-Monts (Comté)
Jacqueline Martin	Employée de soutien	Sainte-Agathe-des-Monts (Comté)

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache	Date de fin d'emploi
Valérie Samson	Attachée politique	Québec	2023-02-10

Masse salariale autorisée 2022-2023 à compter du 2022-10-20 (sur la base d'un exercice financier)

- Cabinet de la ministre Andrée Laforest : 988 000 $
- Cabinet de la ministre France-Élaine Duranceau : 870 000 $

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 19	Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 26).

Liens Internet :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/aout/subventions_budget_ministre.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/novembre/subventions_budget_ministre.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/decembre/subventions_budget_ministres.pdf

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2023-2024.

Aucune personne n'est rémunérée par le Ministère et affectée à un autre organisme.

Les sous-questions suivantes ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits :
a) le nom de la personne;
g) les prévisions pour 2022-2023.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n^{o} 21	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 23	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

La sous-question suivante ne semble pas pertinente à l'étude des crédits :
a) nom de la personne.

Veuillez vous référer à la demande de renseignements généraux nº 20 des oppositions.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.

Abonnements 2022-2023 - Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Coût total
Abonnement annuel au bulletin de nouvelles, affichages réguliers d'offres d'emploi et d'événements	1 470,00 $
Accès à l'info : loi annotée	1 303,20 $
Actualité juridique municipale - internet	3 639,00 $
Appels d'offres municipaux	192,00 $
Code civil du Québec	818,00 $
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles - internet	3 850,00 $
Code municipal du Québec	173,00 $
Code municipal du Québec et Lois connexes	2 793,00 $
Contrats des organismes publics - Manuel sur les meilleures stratégies, 2e édition	192,00 $
Droit constitutionnel, administration publique et droits de la personne	141,50 $
Droit municipal, principes généraux et contentieux	18 979,76 $
Journal de Québec	343,20 $
Journal La Tribune	173,94 $
Journal La Voix de l'Est	139,95 $
Journal Le Canada Français	51,67 $
Journal Le Devoir	420,53 $
Journal Le Quotidien	160,91 $
Journal Le Radar	113,07 $
Le Progrès de Coaticook	78,28 $
Le Reflet du Lac	100,00 $
L'Écho de Frontenac	30,44 $
Législation complémentaire au Code municipal et à la Loi sur les cités et les villes	6 528,00 $

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.

Loi sur la fiscalité municipale annotée	269,50 $
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	3 816,00 $
Loi sur les cités et villes	3 172,00 $
Loi sur les élections et référendums et Loi sur l'organisation territoriale	177,00 $
Lois municipales, volumes 1 et 2	345,50 $
Québec Municipal	3 254,00 $
Recueil des règlements municipaux	990,00 $
Revue de droit de l'Université McGill	90,00 $
Total 2022-2023 au 28 février 2023	**53 805,45 $**

Note :
L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Données présentées en date du 28 février 2023.

La sous-question suivante ne semble pas pertinente à l'étude des crédits :
d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le Ministère n'a déboursé aucune somme de cette nature en 2022-2023.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web du Ministère https://www.mamh.gouv.qc.ca/	MCN MESS, Amazon, MAMH, MCN		25 974 $ (hébergement) 59 916 $ (entretien) [1] 0 $ (mise à jour réalisée à l'interne)	0 $ (Modernisation ou refonte)

(1) Coût d'entretien pour les sites Web et intranet du Ministère ainsi que le site des élections municipales, incluant les coûts d'utilisation de l'infonuagique.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Intranet ministériel http://intranet/Pages/accueil.aspx	MCN MESS		31 300 $ (hébergement) [2] (entretien) [3] 0 $ (mise à jour réalisée à l'interne)	0 $ (Modernisation ou refonte)

(2) Proportion de l'infrastructure partagée soutenant le site intranet ministériel. Cette infrastructure soutient plusieurs autres solutions en support à la mission du Ministère.
(3) Les coûts d'entretien de ce site sont inclus dans le site Web du Ministère.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web Élections municipales www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca	MCN, MESS		(hébergement, entretien) [4] 0 $ (mise à jour réalisée à l'interne)	0 $ (Modernisation ou refonte)

(4) Les coûts d'hébergement et d'entretien de ce site sont inclus dans le coût du site Web du Ministère.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site.

Nom du Site	**Firme ou professionnel**	**Coûts construction**	**Coûts hébergement entretien et mise à jour**	**Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement**
Extranet PGAMR www.portailmunicipal.gouv.qc.ca Note : Il s'agit d'un portail sécurisé (extranet) permettant aux ministères et organismes d'établir un lien d'affaires avec les municipalités, en leur rendant disponibles différentes prestations électroniques de services (PES).	MCN, Microsoft MAMH, Levio		90 249 $ (hébergement) [5] 23 028 $ (entretien) 0 $ (mise à jour réalisée à l'interne)	0 $ (Modernisation ou refonte)

(5) Coût total de l'infrastructure partagée soutenant le PGAMR, incluant l'infonuagique. Cette infrastructure soutient plusieurs autres solutions en support à la mission du Ministère.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site.

Les coûts liés à la réservation de l'ensemble de noms de domaine pour le Ministère représentent 1 397,25 $ au 28 février 2023.

Les sous-questions f), h) et i) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Données présentées en date du 28 février 2023.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 27	Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Veuillez vous référer à la demande de renseignements généraux nº 2 des oppositions pour les voyages faits en avion.

Se référer également aux informations fournies sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17) :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/aout/frais_deplacement_Quebec_ministres_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/novembre/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/decembre/frais_deplacement_Quebec_ministres_emploi_superieur.pdf

Les sous-questions suivantes ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits :
b) les personnes et organismes rencontrés;
c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 28	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.

Monsieur Éric Girard, député de Lac-Saint-Jean, est adjoint parlementaire de la ministre des Affaires municipales. (Annexe 1)

Madame Catherine Blouin, députée de Bonaventure, est adjointe gouvernementale de la ministre des Affaires municipales. (Annexe 2) Pour

l'information concernant les déplacements, veuillez vous référer aux demandes de renseignements généraux nº 1 et 2 des oppositions.

Les sous-questions suivantes ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits :

a) le détail des mandats;
c) le nombre de ressources affectées;
d) le nombre de rencontres;
e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
f) l'objet;
g) les dates.

RG 28 Annexe 1

Éric Girard

- Député de Lac-Saint-Jean
- Coalition avenir Québec
- Adjoint parlementaire de la ministre des Affaires municipales

- Fonctions
- Biographie
- Interventions
- Activités de presse
- Projets de loi
- Dépenses
- Coordonnées

Fonctions politiques, parlementaires et ministérielles

Réélu député de la circonscription de Lac-Saint-Jean aux élections générales du 3 octobre 2022

Fonctions actuelles

- Membre de la Commission de l'aménagement du territoire depuis le 2 décembre 2022
- Adjoint parlementaire de la ministre des Affaires municipales depuis le 9 novembre 2022

Élu député de la circonscription de Lac-Saint-Jean aux élections générales du 1 octobre 2018

- Membre de la Commission de la santé et des services sociaux du 28 janvier 2022 au 28 août 2022
- Membre de la Commission spéciale sur l'évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie du 31 mars 2021 au 8 décembre 2021
- Adjoint parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles du 21 décembre 2018 au 28 août 2022
- Membre de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles du 30 novembre 2018 au 28 août 2022
- Membre de la Commission de l'aménagement du territoire du 30 novembre 2018 au 28 janvier 2022
- Adjoint parlementaire du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (volet agriculture) du 7 novembre 2018 au 21 décembre 2018

Catherine Blouin

- Députée de Bonaventure
- Coalition avenir Québec
- Présidente de séance

- Fonctions
- Biographie
- Interventions
- Activités de presse
- Projets de loi
- Coordonnées

Fonctions politiques, parlementaires et ministérielles

Élue députée de la circonscription de Bonaventure aux élections générales du 3 octobre 2022

Fonctions actuelles

- Présidente de séance depuis le 2 décembre 2022
- Membre de la Commission de l'aménagement du territoire depuis le 2 décembre 2022
- Membre de la Commission de la santé et des services sociaux depuis le 2 décembre 2022

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 29	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 31	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Programme	**Remboursements 2022-2023 obtenus au 28 février 2023 en contrepartie des :**	
	Subventions versées	**Frais de gestion des programmes**
Fonds Chantiers Canada-Québec, Volet Grands projets (FCCQ-GP)	0 $	S.O.
Fonds Chantiers Canada-Québec, volets Collectivités et Grandes Villes (FCCQ-VCGV)	12 554 220 $	125 321 $
Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Fonds des petites collectivités (NFCCQ-FPC)	13 819 143 $	105 495 $
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU)	2 557 372 $	287 067 $
Taxe sur l'essence et contribution du Québec (TECQ) 2019-2023 [1]	703 849 385 $	S.O.
Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure investir dans le Canada - sous-volet Qualité de l'environnement - Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU)	29 431 717 $	601 073 $
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes et contribution du Québec (FAACQ)	6 229 317 $	S.O.
TOTAL	**768 441 154 $**	**1 118 956 $**

(1) Afin de relancer l'économie dans toutes les régions du Québec, un rehaussement de l'enveloppe de 991,5 M$ a été annoncé le 5 juillet 2021. Cette somme additionnelle est constituée de parts égales des gouvernements du Québec et du Canada et porte l'enveloppe totale du programme à 4,406 G$. La contribution fédérale attribuée par la SOFIL au MAMH s'élève à 3 060,2 M$. Le remboursement annuel indiqué pour 2022-2023, soit 703, 8 M $, correspond à 23 % de cette somme.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux

EXERCICE 2022-2023 (1er avril au 28 février 2023)

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC
GRANDS PROJETS (FCCQ-GP)

MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT
- $	
Total 2022-2023	**0,00 $**

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC
VOLET COLLECTIVITÉS ET GRANDES VILLES (FCCQ-VCGV)

MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION	DATE DE DÉPÔT
1 084 178,00 $	2022-05-06	32 778,54 $	2022-04-06
1 193 744,00 $	2022-05-06	45 738,16 $	2022-09-22
251 332,00 $	2022-05-06	46 803,90 $	2022-11-17
268 237,50 $	2022-06-10		
4 665 570,50 $	2022-07-29		
516 881,00 $	2022-08-18		
292 033,50 $	2022-08-18		
4 282 243,00 $	2022-11-18		
Total 2022-2023	**12 554 219,50 $**	**Total 2022-2023**	**125 320,60 $**

NOUVEAU FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC
FONDS DES PETITES COLLECTIVITÉS (NFCCQ-FPC)

MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION	DATE DE DÉPÔT
121 333,00 $	2022-04-26	67 756,93 $	2022-10-31
84 333,00 $	2022-05-30	37 737,99 $	2022-04-06
4 000 000,00 $	2022-06-03		
24 158,50 $	2022-05-30		
118 826,50 $	2022-08-23		
2 384 084,00 $	2022-10-26		
94 549,00 $	2022-10-19		
241 215,00 $	2022-11-17		
3 001 890,50 $	2022-11-18		
54 880,00 $	2022-12-23		
3 693 873,50 $	2022-12-29		
Total 2022-2023	**13 819 143,00 $**	**Total 2022-2023**	**105 494,92 $**

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux

FONDS POUR L'EAU POTABLE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES (FEPTEU)

MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION	DATE DE DÉPÔT
262 684,83 $	2022-07-13	81 461,76 $	2022-04-07
80 690,96 $	2022-11-15	74 273,26 $	2022-04-07
2 213 996,39 $	2023-02-03	68 010,28 $	2023-02-03
		63 321,38 $	2023-02-03
Total 2022-2023	**2 557 372,18 $**	**Total 2022-2023**	**287 066,68 $**

FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU (FIMEAU)

MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION	DATE DE DÉPÔT
826 974,00 $	2022-06-03	136 385,09 $	2022-04-06
1 293 857,00 $	2022-06-03	137 116,50 $	2022-04-06
1 123 227,50 $	2022-09-01	170 729,65 $	2022-10-06
3 595 626,50 $	2022-09-01	156 842,23 $	2022-11-23
611 181,00 $	2022-08-23		
1 168 442,00 $	2022-08-23		
830 484,00 $	2022-10-12		
5 557 489,50 $	2022-11-17		
277 786,50 $	2023-01-05		
1 229 119,00 $	2022-11-17		
3 724 163,50 $	2022-11-17		
894 964,00 $	2022-12-06		
1 144 789,00 $	2023-01-11		
1 003 587,00 $	2023-01-11		
389 690,00 $	2023-01-11		
440 437,00 $	2023-01-11		
5 319 899,00 $	2023-02-20		
Total 2022-2023	**29 431 716,50 $**	**Total 2022-2023**	**601 073,47 $**

FONDS D'ATTÉNUATION ET D'ADAPTATION EN MATIÈRE DE CATASTROPHES ET CONTRIBUTION DU QUÉBEC (FAACQ)

MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT
6 229 317,00 $	2022-06-20
Total 2022-2023	**6 229 317,00 $**

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime et aucun boni au rendement payé en 2022-2023.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 35	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la *Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre*.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été allouée au personnel du MAMH, et ce, pour toute catégorie d'emplois.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles (PIDRI) pour 2022-2023[1] :

- Opération : 13 625 000 $
- Capital : 1 837 300 $

Les informations sur les grands dossiers en cours sont disponibles au tableau de bord (site Internet – https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/).

La sous-question c) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Les réponses aux sous-questions d) et e) seront transmises par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

[1] Une partie des dépenses et des investissements sont financés par le gouvernement fédéral ou la Société de financement des infrastructures locales dans le cadre d'ententes de gestion de programmes d'infrastructures.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 42	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporation professionnelle auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Cotisations professionnelles - Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Quantité	Coût total
Exercice financier 2022-2023		
American Water Works Association	1	304,17 $
Association de la sécurité de l'information du Québec	1	200,00 $
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée	1	231,00 $
Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives	1	1 900,00 $
Chambre de commerce du Montréal Métropolitain	1	895,00 $
Club Toastmasters Les Optimates de la colline parlementaire de Québec	1	120,00 $
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme	1	250,00 $
Institut canadien des actuaires	1	1 155,00 $
Institut d'Arbitrage et de Médiation du Canada - IAMC	1	110,00 $
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec - IMAQ	1	305,00 $
Institute of Internal Auditors	4	1 188,46 $
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	2	1 833,20 $
Ordre des évaluateurs agréés du Québec	1	1 040,11 $
Ordre des ingénieurs du Québec	29	16 847,96 $
Réseau Environnement inc.	1	3 200,00 $
Société québécoise d'évaluation de programme	4	330,00 $
Société québécoise d'évaluation de programme et Société canadienne d'évaluation	1	204,75 $
Society of Actuaries	1	919,32 $
Total 2022-2023 au 28 février 2023	**53**	**31 033,97 $**

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses; e) La firme retenue; f) Les coûts.

Les sous-questions suivantes ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits :
a) La date ;
b) La nature ;
c) Les questions posées ;
d) Les réponses ;

Sujet	Fournisseurs	Coût au 28 février 2023
Sondage visant à connaître l'opinion des bénéficiaires du Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU)	Sondage réalisé à l'interne	Aucun
Expérience des employés du MAMH dans le cadre de la démarche Entreprise en santé	Groupe Entreprise en santé	Aucun
Sondage sur les besoins des membres du comité municipal et de l'équipe de travail du bureau de projets de la rivière Chaudière	Sondage Web réalisé à l'interne	Aucun
Sondage visant à recenser les mesures de conciliation travail-famille auprès des municipalités	Sondage réalisé à l'interne	Aucun
Satisfaction envers l'accompagnement en coopération intermunicipale	Sondage réalisé à l'interne	Aucun
Satisfaction envers l'accompagnement en aménagement du territoire	Sondage réalisé à l'interne	Aucun
Satisfaction à l'égard du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM)	Sondage réalisé à l'interne	Aucun
Sondage réalisé dans le cadre de la Planification stratégique 2023-2027 du MAMH	Sondage réalisé à l'interne	Aucun

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 44	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Mérite municipal 2022 afin de promouvoir la période de mise en candidature, le vote pour le prix coup de cœur ainsi que pour mettre en lumière les récipiendaires.
a) 0 %
b) 43,01 % (7 148,20 $)
L'investissement total inclut du placement dans des imprimés et les frais administratifs pour procéder au placement publicitaire.

Mon empreinte bleue
a) 5,19 % (5 063,67 $)
b) 54,53 % (53 174,25 $)
L'investissement total inclut du placement dans des imprimés et les frais administratifs pour procéder au placement publicitaire.

Appel de candidatures pour constituer une banque d'arbitres de différends dans le secteur municipal et une liste de personnes aptes à être membres de conseils de règlement des différends
a) 0 %
b) 31,81 % (11 643,00 $)
L'investissement total inclut du placement dans des imprimés et les frais administratifs pour procéder au placement publicitaire.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 45	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Chaque année, le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) effectue une collecte auprès des ministères et organismes gouvernementaux afin d'obtenir les données énergétiques requises pour mesurer les émissions de gaz à effet de serre (GES) associées à leurs activités.

En fonction de cette reddition de comptes, le Ministère a fait un don de 2 170,00 $ à l'organisme Carbone boréal au cours de l'exercice financier 2022-2023, afin d'assurer la plantation de 443 arbres qui sont nécessaires pour compenser les 62,00 tonnes de CO_2 émis dans le cadre des déplacements réalisés en 2021-2022.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 46	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du Ministère :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/affaires-municipales/publications-adm/documents/ministere/BIL_PAPH_2021_2022.pdf.

Les mesures prévues au Plan sont principalement des mesures de sensibilisation et de communication et sont réalisées à l'interne.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable.

La mise en œuvre du Plan d'action de développement durable (PADD) transitoire 2021-2023 du Ministère témoigne de sa contribution à l'atteinte des objectifs de la Stratégie gouvernementale de développement durable. La stratégie en cours, comme l'ont été les précédentes, est financée à partir des budgets disponibles des ministères et des organismes. En conséquence, au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, aucun budget particulier n'est prévu pour la mise en œuvre du PADD, ni pour aucune mesure particulière. Aucune somme particulière n'a été investie pour sa mise en œuvre en 2022-2023. Il est anticipé que la totalité des mesures prévues pour l'année 2022-2023 soient réalisées.

Le Plan d'action de développement durable transitoire 2021-2023 du Ministère est disponible sur le site Internet au lien suivant :

http://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/developpement_durable/plan_action_dev_dur_transitoire2021-2023.pdf.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le Plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 50	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 51	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 52	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Au 28 février 2023, le Ministère a versé, en 2022-2023, 10 945,56 $ aux 44 employés ayant présenté une demande de remboursement pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 53	Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE); c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

a) En 2022-2023, le Ministère a dépensé une somme totale de 1 426,79 $ en soutien aux employés en matière de santé mentale.

c) Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https:/ /www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/.

La sous-question b) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 54	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 55	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 56	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.

27 stagiaires ont été embauchés en 2022-2023 pour une rémunération totale de 338 595 $.

La sous-question b) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 57	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 58	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 59	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n^{o} 60	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^{e} législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 61	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Le Ministère ne perçoit pas d'amendes en vertu de l'application des lois dont il est responsable.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 62	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 63	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation n'a aucun service public tarifé.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 64	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

La valeur totale des actifs possédés en meubles est de 314 551,19 $.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 65	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 66	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 67	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 68	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 69	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Comité d'audit au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Mandat : Fournir au sous-ministre des conseils indépendants et objectifs et une assurance quant à la gestion des risques, aux mécanismes de contrôle, à la gouvernance, à la conformité des opérations et aux processus de reddition de comptes du Ministère.

Membres du comité	Date de début	Date de fin	Montant
Delisle, Suzanne	2021-03-11	2022-12-07	3 060 $
Perron, Guy	2021-03-11	2022-12-07	2 380 $
Paulin, Madeleine	2021-07-08	2025-03-31	2 000 $
Albert, Mario	2023-03-01	2025-12-31	0 $
Nicole Bourget	2023-03-01	2025-12-31	0 $

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n°70 NR-56	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux gérer nos milieux de vie.

L'information présentant l'état d'avancement et les sommes investies dans le cadre du Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie est disponible sur la page Web Québec.ca : https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-de-protection-du-territoire-face-aux-inondations/bilan-annuel-du-plan-de-protection-du-territoire-face-aux-inondations. Les bilans produits en 2020-2021 et 2021-2022 s'y trouvent.

La reddition de comptes annuelle 2022-2023 sera déposée sur cette même page Web lorsqu'elle sera disponible.

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec